

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOLLORE ENERGY

Quai de Calix
14120 Mondeville

Références : 2024.667
Code AIOT : 0005300417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté ZONE PORTUAIRE QUAI DE CALIX 14120 MONDEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORE ENERGY
- ZONE PORTUAIRE QUAI DE CALIX 14120 MONDEVILLE
- Code AIOT : 0005300417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt d'hydrocarbures de Mondeville est exploité par la société BOLLORE ENERGY. Il est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 08/06/1995 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 10/04/97, 28/07/10 et 09/01/14. C'est une installation relevant du régime de l'autorisation sous statut SEVESO seuil bas. L'Inspection s'est rendue au poste central, dans le local de gestion de crise de l'exploitant pour cet exercice mettant en œuvre le plan d'opération interne du dépôt ainsi que le local DCI avant le début de l'exercice.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – existence	Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE	Sans objet
2	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
6	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le scénario POI déployé concernait le feu du bassin de confinement. Cet exercice était planifié. L'exploitant a confié la conduite de l'intervention à deux opérateurs. Cet exercice a permis de constater que l'exploitant maîtrise son POI et que la vérification par sondage du document tend à indiquer que ce dernier répond aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées.

Depuis l'incendie de Rouen en 2019, la réglementation a su tirer le retour d'expérience de cet événement et prescrire de nouvelles dispositions tel que:

- la disponibilité de l'état des matières stockées,
- la nature des fumées et/ou effluents et des produits de décomposition qui y sont présents;
- les moyens humains et matériels à déployer pour effectuer les premiers prélèvement environnementaux.

L'exploitant BOLLORE ENERGY a su répondre aux trois points supra.

En complément de cette visite, l'exploitant a indiqué qu'il comptait procéder à la substitution des émulseurs de ce dépôt au moyen d'émulseurs sans fluor et sans PFAS. L'Inspection a informé

l'exploitant qu'une information sur l'organisation mise en place lors de cette opération était nécessaire sans préjuger du caractère notable et/ou substantiel de cette modification.

L'Inspection a visité le local DCI qui est dorénavant protégé par un système de sprinklage.

L'exploitant déclare qu'il a fait procéder à des mesures de débits des moyens de défense incendie installés sur ses bacs, permettant de valider les taux d'application prévus par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'exploitant a indiqué qu'il comptait réitérer cette déclaration dans un mail apportant les résultats de ces tests.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière mise à jour date de février 2024 pour tenir compte du retour d'expérience du POI mené en 2023 avec la participation du SDIS mais également de l'intégration des produits de décomposition présents dans les rejets d'un incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un exemplaire papier du POI à l'inspection des installations classées, au SDIS et à la préfecture du Calvados</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des</p>

moyens de secours.
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est formé ESI (équipier de seconde intervention) et aussi transport de matières dangereuses, stockage hydrocarbures et plan de prévention selon les informations transmises par l'exploitant.</p> <p>En plus de leurs compétences relatives à la tenue de l'exploitation, le personnel est régulièrement formé:</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la Santé et la Sécurité au Travail (SST), • aux aspects liés à la sécurité de l'industrie pétrolière(formations GESIP tous les 2 ans: thèmes situation d'urgence, intervention feu, ...). <p>Des exercices réguliers sont également réalisés (POI, cellule de crise au moins 1 fois par an) avec des scénarios variés, et font l'objet de compte-rendus avec plan d'actions le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare mener des exercices dont la périodicité minimale annuelle est retenue. Effectivement, l'Inspection était déjà présente en juin 2023 lors de l'exercice mené conjointement avec le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
- ...
- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

L'exploitant sous-traite la partie prélèvements environnementaux pour le dépôt à un bureau d'étude.

A la fin de l'exercice l'exploitant a appelé le numéro d'astreinte indiqué en annexe 7 de son POI (stratégie de prélèvements post-accident).

Le prestataire a répondu rapidement et interrogé l'exploitant sur le type d'accident, les moyens qu'il comptait envoyer et en demandant le point de rendez-vous. Le prestataire a indiqué un délai de ralliement de 3 heures du matériel entreposé sur la plaque Parisienne.

L'Inspection a pu échanger avec le prestataire qui a indiqué disposer de 150 personnes d'astreintes en France et de plusieurs lieux d'entreposage du matériel de prélèvement et d'analyse. Ainsi, si le matériel de la plaque Parisienne devait déjà se trouver mobilisé, le prestataire ferait partir celui disposé sur Nantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI

Prescription contrôlée :

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention

soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. les informations facilitant l'efficacité de leur

intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023 ;

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Point a):

Le POI indique "L'ensemble du personnel du dépôt peut déclencher le POI suite à l'accord du chef de dépôt ou son adjoint."

Point b):

Implicitement on comprend que le chef de dépôt serait l'interlocuteur en cas de déclenchement de PPI (plan particulier d'intervention) au travers de son rôle auprès du COS (commandant des opérations de secours). Ceci pourrait utilement être indiqué explicitement bien que cet établissement classée SEVESO seuil Bas n'est pas couvert par un PPI.

Point c):

Les moyens mobilisés sont bien explicités dans le POI en apportant une précision sur chaque scénario.

Point d):

Lors de l'exercice POI, le personnel du dépôt s'est bien assuré au travers des plans de prévention qu'aucune entreprise extérieure n'était présente. Par ailleurs, les entreprises intervenantes et les chauffeurs des camion-citernes reçoivent une formation avant d'accéder au site. Par ailleurs, l'exploitant a bien diffusé un message indiquant le déclenchement du POI de l'établissement et invitant les personnes à se rendre au point de rassemblement. Une sirène audible sur toute la zone de chargement a été entendue par l'Inspection. Cette vérification n'a pas été réalisée ailleurs dans l'établissement; il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'audibilité des messages diffusés et de la sirène d'alerte sur l'ensemble de son site.

Point e):

L'exploitant utilise un système de diffusion de l'alerte vers des numéros pré-enregistrés (autorité préfectorale, groupe Bolloré Energy, entreprises voisines) avec un message type. Ceci permet une information rapide et complète. L'exploitant s'est également assuré via ce système de télé-alerte de la prise en compte des messages aux différents interlocuteurs.

Point f):

L'exploitant informe par un appel vocal le SDIS du déclenchement de son POI, de l'effectivité de son autonomie et ouvre systématiquement le portail d'accès de l'établissement situé juste en face du PC exploitant (à moins de 10 mètres sur lequel il a une vision permanente depuis le PC exploitant et/ou son système de vidéosurveillance).

Point g):

Le POI précise qu' "en lien avec le personnel des dépôts (chef, adjoint et agent de dépôt) et le service RH, le responsable des dépôts massifs recense les besoins en formation et les valide. Chaque membre dont l'activité a un impact sur l'environnement ou la sécurité a reçu une information et/ou a été sensibilisé sur les aspects requis pour exercer sa fonction (risque

chimique, incendie). En plus de leurs compétences relatives à la tenue de l'exploitation, le personnel est régulièrement formé : à la Santé et la Sécurité au Travail (SST), aux aspects liés à la sécurité de l'industrie pétrolière (formations GESIP tous les 2 ans: thèmes situation d'urgence, intervention feu, ...).

Point h):

L'établissement doit être autonome et dispose d'une stratégie visant l'extinction en 20 minutes après une levée de doute de 15 minutes au maximum.

Point i):

Cf point 5 du présent rapport

Point j):

Ce point est détaillé au paragraphe 4.5 du POI.

L'exploitant indique qu'"en cas d'urgence environnementale, des prestataires spécialisés peuvent être sollicités pour assurer des opérations de dépollution (pompage de produit, excavation de terre, analyses ...), gérer le transport et le traitement des déchets en filière agréée. Afin de limiter les impacts environnementaux, ces derniers sont capables d'intervenir rapidement (astreinte, proximité géographique) avec le matériel adéquat : camion de pompage, pelleteuse, .. .Astreinte d'une société de pompage.

Plan de prélèvements environnementaux :Une stratégie de prélèvements et d'analyses environnementaux (eau, air, sol) en cas d'accident a été établie avec un prestataire spécialisé. L'inspection n'a pas analysé ce document. Des compléments pourront éventuellement être demandés ultérieurement. Le protocole mentionne un délai d'intervention de 4 heures après sollicitation (dispositif d'astreinte) avec le matériel approprié pour réaliser les prélèvements.

Campagne piézométrique post-accident :Une campagne piézométrique serait réalisée dans les jours suivants l'accident pour identifier si une contamination de la nappe a eu lieu et pour déployer des actions de dépollution appropriées.

Dépollution de l'environnement :Un cabinet d'expertise environnemental serait sollicité pour évaluer si une contamination des sols et des eaux est présente et déployer dans le respect de la méthodologie site et sols pollués (Norme NF X 31-620), les actions de dépollution appropriées."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des

<p>suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des moyens d'extinction mis en œuvre sur le dépôt dans le cadre du POI est réalisé de manière automatisé sans nécessité de mise en place de matériel. Les moyens sont commandés depuis le PC exploitant en heures ouvrables ou à distance en heures non ouvrables.</p> <p>L'Inspection a demandé à ce que les moyens d'extinction soient mis en service sans consommation d'émulseurs.</p> <p>L'Inspection a pu vérifier dans le cadre du scénario d'extinction d'un incendie du bassin de confinement la mise en œuvre des trois queues de paon permettant une protection thermique du local DCI, des réserves incendie, de la réserve émulseur et du PC exploitant. La hauteur de l'arrosage constaté permet une protection sur toute la hauteur des deux réserves incendie.</p> <p>L'Inspection a également pu constater le fonctionnement du déversoir du bassin incendie et la protection du poste de chargement camion (PCC) et des différentes cuves présentes sur l'aire de remplissage.</p> <p>Un opérateur s'est rendu sur place constater le bon fonctionnement des moyens d'extinction sus-indiqués tout en contrôlant depuis la supervision la mise en œuvre des groupes motopompes permettant d'atteindre un débit de 645 m3/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – dispositions spécifiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à</p>

disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Un état des matières stockées a été transmis 11 minutes après le début de l'exercice au travers du premier rapport de situation envoyé sur la boîte courriel de gestion de crise de la Dreal Normandie. Ceci fait suite à une demande de l'Inspection de disposer précocement de l'état des matières stockées en même temps qu'un premier point de situation afin de laisser le temps à l'exploitant de conduire ses actions réflexes au début de l'évènement.

Cet état des matières stockées détaille les quantités présentes par typologie d'hydrocarbure ainsi que les capacités maximales des différents réservoirs. Un plan synthétique permet également une compréhension aisée du positionnement des bacs au sein du dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite